



CDEN DU 24 NOVEMBRE 2014

Déclaration FSU

Monsieur le préfet, Madame l'inspectrice d'académie, Monsieur le vice président du conseil général, mesdames et messieurs,

Aujourd'hui 24 novembre, nous sommes réunis pour un CDEN de ... rentrée. Monsieur le préfet, vous découvrez là un fonctionnement départemental bien singulier au sein de ce qui est encore l'académie de Créteil.

Mais vous le verrez, ce n'est pas là la seule particularité de notre jeune département. En effet, la Seine-et-marne présente des atouts certains : son cadre de vie, son activité touristique dynamique, comme sa démographie croissante depuis dix ans. Hélas ces éléments aussi positifs soient ils, font souvent oublier la situation des plus préoccupante que connaît le système éducatif dans notre département .

Les dotations positives dont nous avons bénéficié depuis deux ans ont permis de baisser très légèrement les effectifs et particulièrement ceux de maternelle, en conservant de s classes à effectif un peu plus réduit en zone rurale. Ainsi, hormis quelques élèves en situation de handicap sur liste d'attente, hormis des enfants Roms dont nous ne connaissons pas le nombre, mais sur lesquels vous nous apporterez peut-être des précisions, hormis des jeunes des familles résidant de façon précaire dans des hôtels de relégation en attendant de possibles régularisations... hormis ces entorses à la loi, ces mystères...nous pouvons affirmer qu'en Seine-et-marne nous scolarisons *tous* les élèves !

Mais cette affirmation qui résume la gestion technique de notre administration, maquille une réalité déplorable tant pour les enseignants que pour les élèves ! Car scolariser tous les élèves et atteindre des taux d'encadrement qui dans le premier et second degré nous classent parmi les derniers départements français, nécessite d'ouvrir des divisions dans le second degré à la hâte pour des élèves qui semblent disparaître des bases en cours d'année ... Cela a coûté aussi, sur plusieurs années, la fermeture d'un tiers des postes de RASED dans un département qui en comptaient déjà très peu, puis dans la foulée, les postes d'enseignants en SESSAD et la fermeture des 2 seuls CLIS TED élémentaire que comptait le département, puisque je le rappelle ici, notre département n'est toujours pas doté de CLIS TED maternelle. Et comme cela ne suffit pas, il nous faut aujourd'hui encore bourrer les dispositifs ULIS jusqu'à 14 jeunes et tant pis si après on ne parvient plus à les inclure dans des classes de collège de 27 et plus ... et encore tant pis s'ils ne peuvent bénéficier des 4 années de collège auxquels ils ont droit ... il faut de la place pour les suivants.

Et voilà qu'aujourd'hui alors que les enseignants se demandent en quelle année les mesures de

refondation de l'école vont parvenir de la rue du Grenelle jusque dans le 77, nous venons d'apprendre la disparition d'une dizaine de zones d'éducation prioritaires dont les zones rurales !!

Mesdames et messieurs les élus, monsieur le préfet, messieurs les parents d'élèves, actuellement, 28% des jeunes seine-et-marnais de 15 à 24 ans non scolarisés, ne sont titulaires d'aucun diplôme : dont 30% sur les secteurs de Meaux, **La Ferté-Sous-Jouarre**, Melun et Nemours et 40% sur le secteur de Montereau ! Moins de 25% des actifs sont titulaires d'un diplôme post-bac, contre 36% en Île-de-France !

Savez vous mesdames et messieurs que dans ces lieux désertés par les professionnels de la santé, il faut patienter deux ans avant d'obtenir un rendez vous dans un lieux de soins habilité à diagnostiquer un éventuel trouble autistique, dont on ne cesse de nous affirmer que de la précocité de la prise en charge dépend le bon pronostic ? Savez vous qu'il faut au moins un an pour prétendre à un premier rendez vous chez un orthophoniste.

La disparition des moyens attribués aux ZEP rurales, conjuguée à la réforme des territoires en Ile-de-France : disparition des départements de la petite couronne, créations d'énormes intercommunalités dont certaines rejoindront la métropole, auront comme conséquence un désengagement de l'état qui conduira à l'abandon pur et simple des populations rurales de notre département, reléguées aux marges de la capitale, dans un territoire exsangue, loin des enjeux économiques, sociaux, culturels de la métropole .

Si par ailleurs nous estimons justes, quoi que insuffisantes les mesures que la ministre de l'éducation a annoncées cette semaine en Seine Saint Denis, nous n'accepterons pas que l'on prenne d'une main aux jeunes Seine et Marnais, ce que l'on donnera de l'autre main aux jeunes séquano dyonisiens. Car mépriser ainsi nos populations rurales en éloignant la pauvreté et la misère de la capitale créera une situation de désespoir qui menace le fondement même de notre démocratie en mettant à mal les valeurs républicaines.

Pour la FSU, l'Etat doit rester le garant des missions de service public qui a un rôle essentiel dans la réduction des inégalités. C'est pourquoi l'investissement dans les services publics, et les collectivités territoriales est indispensable. Amortisseurs de la crise, ils sont créateurs de richesse, ils participent au lien social et cela étant sont facteurs de progrès .

La FSU ne cesse de le répéter : la poursuite de la politique d'austérité enfonce notre pays et notre département dans une régression toujours plus importante !

C'est pourquoi la FSU77 pleinement consciente des enjeux économiques et sociaux continue de revendiquer un plan de rattrapage pour la Seine-et-Marne et l'académie de Créteil !